

— Deux individus soupçonnés d'avoir volé les vases sacrés de l'église de Répentigny, ainsi que la lampe d'argent de l'église de Chambly ont été arrêtés dans cette dernière paroisse samedi dernier. Ils avaient coupé ces objets par morceaux et les avaient offert à un orfèvre qui les a fait arrêter. On nous dit que ce sont deux allemands.

— M. Price, ci-devant Attorney-General de l'Etat de New-York, sous l'administration des Présidents Jackson et Van Buren, s'est suicidé dernièrement à New-York.

— On parle de construire un canal au Sault St. Louis.

Accident sur le Erie railroad.—Vendredi 17 juillet, 8 heures du matin, une catastrophe horrible est arrivée sur le Erie railroad. Le train parti de Middletown à 6 h. du matin, se composait de 8 voitures dont 3 à bagages et 5 à passagers, contenant environ 250 personnes. A un mille à peu près de Monroe la roue d'un des cars à bagages se brisa et le convoi dérailla par suite de la commotion. On était alors près du pont de Turner qui passe sur un ravin. La locomotive, malgré les efforts pour l'arrêter, s'engagea sur le pont dont le poids énorme portant à faux, ébranla les traverses. Toutefois la machine et les premiers cars passèrent sans accident; mais sous le troisième car de voyageurs le pont céda tout d'un coup et la voiture fut précipitée d'une hauteur de douze à quinze pieds: presque aussitôt la suivante vint s'abattre sur celle-ci qui se mit presque en pièces. On se figure sans peine la scène qui suivit et le triste spectacle que dut offrir le lieu du désastre. Le malheur n'est cependant pas aussi grand qu'on devait le craindre; du moins on assure que dix personnes seulement ont été tuées sur le coup et une trentaine blessées. Mais tant de rapport contradictoires ont couru à ce sujet, qu'il est probable malheureusement que la vérité est encore à connaître.

Mines du lac Supérieur.—Un journal du Détroit dit que MM. Robins et Hubbard, de cette ville, ont dernièrement essayé un morceau de cuivre natif provenant des bords du lac Supérieur, et ont trouvé dans douze onces de cuivre, non seulement 1 once d'argent, mais plusieurs d'or.

— On nous informe que l'honorable M. Casgrain est descendu de Montréal ici, en route pour aller visiter les travaux faits et ceux qui restent à faire pour compléter l'amélioration du chemin des Caps. Il doit, nous dit-on, dans la visite qu'il va faire de ces travaux, s'adjoindre l'honorable De Sales Latourrière, M. P.

Singulière mort.—Le 3 courant, Henry K. Henion, employé au chemin de fer de Pennsylvanie, est mort des suites d'une piqûre qu'un insecte lui a faite à la narine.

ROME.

Italie—Rome, 7 juillet.—Le cardinal Gizzi est nommé ministre des affaires étrangères, et le cardinal Amat ministre de l'intérieur.

Le pape a, dit-on, le projet d'aller visiter les légations et d'examiner le véritable état des choses, pour remédier aux abus politiques et administratifs. En cela il imiterait le pape Jules II.

On dit que les régimens suisses seront licenciés.

Quand le Saint-Père est sorti dernièrement à pied, quelques courtisans avaient tenté de le dissuader, vu le danger auquel il s'exposait, disaient-ils. Le pape répondit en riant: "Quand je suis au milieu de mes sujets; je ne crains personne."

Depuis que l'on sait qu'une amnistie sera publiée, on attend avec calme la publication de ce décret.

La ville de Forlì a envoyé au conclave une adresse semblable à celle de Bologne, dans laquelle le futur pape est prié de réprimer les abus et d'améliorer l'administration de l'état.

ANGLETERRE.

— Sir Robert Peel est confiné chez lui depuis plusieurs jours, à la suite d'un accident qui pouvait avoir les suites les plus fâcheuses. En s'habillant lundi dernier, l'honorable baronnet posa inconsidérément son pied sur une cuvette de porcelaine; le poids de son individu ayant brisé le fond de la cuvette son pied fut laceré de la manière la plus grave. Sir Benjamin Brodie fut à l'instant prévenu; il étancha le sang, qui coulait abondamment, et après l'examen de cette profonde coupure, il déclara qu'aucune artère n'ayant été atteinte, la blessure ne présentait aucun danger, mais condamnait le baronnet au repos le plus absolu pendant plusieurs jours.

— Le nouveau tarif de sir Robert Peel porte déjà ses fruits:—il est arrivé la semaine dernière, à Liverpool, 205 paniers de beurre frais de l'Amérique et 127 du Canada; ce qui démontre combien est entreprenant l'esprit du siècle, grâce à la belle invention de la navigation à la vapeur.

— Nous regrettons de voir que les bruits relatifs à l'épidémie de la pomme de terre se confirment et s'accroissent à un point alarmant, surtout en Irlande. La maladie a reparu dans presque tous les districts de ce pays, et dans quelques-uns la récolte est entièrement perdue. Dans le comté de Cork, en particulier, le peuple était au désespoir, tous les champs étaient envahis par le fiéu; les tiges de la plante tombaient toutes pourries, et les tubercules, quand ils s'en trouvaient, étaient presque noirs. La maladie avait aussi reparu en Angleterre, en Ecosse et dans plusieurs pays du continent.

Une dépression générale se faisait sentir sur les marchés, et s'étendait jusqu'aux fonds publics. Il arrivait de grandes quantités de farine du Canada et des Etats-Unis, mais les prix n'avaient pas varié.

La grande question dont on se préoccupait en Angleterre, la question de la solution de laquelle dépendait le sort du ministère, était celle des droits sur les sucres. Dans la séance du lundi 20 juillet, lord John Russell a développé le plan du gouvernement, et la discussion en devait commencer le ven-

dredi 14, mais en conséquence de la mort d'un frère du premier ministre, elle fut remise au lundi 27. Voici en substance le plan ministériel.

— Le droit existant de 14s sur les sucres coloniaux sera maintenu. Le droit actuel sur les sucres étrangers produits par le travail libre, c'est-à-dire, provenant de pays où l'esclavage n'existe pas, est de 23s 6d. Ce droit sera immédiatement réduit à 24s, et s'appliquera également à tous sucres étrangers, qu'ils soient produits par le travail libre, ou par celui des esclaves. Une échelle graduée de droits, couvrant un espace de cinq années, perdra la première année 1s, la seconde année 1s 6d, la troisième 1s 6d, la quatrième 1s 6d, la cinquième 1s 6d; de sorte qu'au bout de cinq ans le droit se trouvera réduit à 14s, et toute distinction entre les sucres coloniaux et les sucres étrangers cessera dès lors.

— Deux partis sont opposés à ce plan: les protectionnistes, qui veulent encourager les produits coloniaux, et les saints, comme on appelle ceux qui veulent décourager l'esclavage par des droits différentiels. Lord George Bentinck a annoncé qu'il proposerait un amendement dans le sens de ce dernier parti, et si, avec l'aide des protectionnistes, il parvient à la faire adopter, il ne restera au ministère qu'à se retirer ou à dissoudre le parlement et faire un appel au peuple.

— Le prince Albert devait être fêté le 30 et le 31 par les citoyens de Liverpool, où S. A. R. venait poser la première pierre d'un asyle pour les matelots et ouvrir le dock Albertine; fêtes devaient coûter à la ville au-delà de 100,000 piastres.

— M. Brown, le grand négociant américain de Liverpool, a été élu sans opposition membre du parlement pour la division méridionale du Lancashire.

— Le vice-amiral sir W. Parker, qui avait été nommé en son absence un des lords commissaires de l'amirauté par le nouveau ministère, a refusé. Sir C. Adams a été nommé à sa place.

— Une procession de 200,000 personnes a eu lieu à Limerick en l'honneur d'O'Brien, et un splendide banquet a terminé la fête et le triomphe d'O'Brien. Mais il a déclaré que M. O'Connell était toujours le véritable chef de la nation irlandaise, et que personne, parmi les repealers, ne devait songer à lui être ce titre.

— D'après le *Tablet* lord Milton avait exigé d'O'Connell de suspendre le rappel, au moins pour un certain temps. La réponse du Libérateur a été pleinement négative; et il a conclu par enjoindre à lord Milton de se mettre lui-même à la tête du rappel.

— La facilité avec laquelle lord John Russell a formé son ministère est d'autant plus remarquable qu'en 1845, après de longs et inutiles efforts, il avait été obligé de s'avouer incapable de remplir la même tâche. Mais cette année il peut compter sur l'appui de sir Robert Peel, et en outre, jusqu'à nouvel ordre du moins, le parti de la ligue, c'est-à-dire celui des classes moyennes, lui est évidemment dévoué. Il est donc, pour le reste de la session, à peu près sûr de la majorité, et une certitude pareille aplanit bien des obstacles. Mais lord John Russell espère aussi qu'en restant fidèle au programme que lui a légué son prédécesseur, il obtiendra pour un temps beaucoup plus long le concours des hommes qui le soutiennent maintenant. Ils pourront, en effet, difficilement la lui refuser, s'il fait pour la liberté commerciale et la pacification de l'Irlande tout ce qu'il promet dans la lettre qu'il vient d'adresser aux électeurs de Londres. Son avènement au pouvoir le ramène devant eux; mais ceux qui l'ont nommé quand il était de l'opposition, ne lui refuseront pas leurs suffrages, aujourd'hui qu'il est premier ministre.

Aux Electeurs de la cité de Londres.

Messieurs,

« Le ministère de sir Robert Peel ayant été dissous, il a plu à Sa Majesté de me conférer la charge de premier lord de la trésorerie. En conséquence, mon siège au Parlement est devenu vacant, et vous êtes appelés à en disposer.

« Quand vous m'avez fait l'honneur de m'inviter à vous représenter, j'ai consenti à me porter candidat, non parce que la distinction de représenter la cité de Londres, était un juste objet d'ambition pour moi, mais parce que je désirais obtenir, pour le principe de la liberté commerciale, la sanction de votre approbation.

« J'ai été élu à une faible majorité; les élections de 1841 ont été contrairement à mes espérances et favorables aux doctrines protectionnistes. Chaque année, depuis cette époque, on a vu diminuer les restrictions et un progrès vers l'établissement du principe pour lequel je combats. Finalement, nous avons vu sir Robert Peel proposer et faire adopter une mesure pour l'abolition totale des droits sur le blé étranger. Soyez sûrs qu'étant au pouvoir, je n'abandonnerai pas les principes que j'ai défendus quand ils étaient moins favorablement accueillis.

« Je ne puis, à la vérité m'attribuer le mérite d'avoir fait adopter, étant ministre, des mesures en faveur de la liberté du commerce, ni me vanter d'avoir amené par mes efforts l'opinion publique à convertir en victoire ce que je n'aurais pu tenter moi-même. Ces distinctions appartiennent à d'autres; mais je me suis efforcé de fournir mon contingent dans cette grande œuvre d'après mes moyens et convictions, d'abord en proposant de modifier modérément les lois des céréales, et ensuite après le rejet réitéré de cette mesure en me déclarant en faveur d'une abrogation totale et en usant de toute mon influence pour empêcher le renouvellement de la lutte pour un objet qui ne méritait pas la peine de la discussion.

« J'espère que les mesures concernant la liberté commerciale qui restent